

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019





SOMMAIRE

Qui sommes-nous ?	4	Un nouveau forum citoyen	12
Nos thèmes de travail	5	De nouvelles dynamiques volontaires	13
RD Congo : Justice et Paix passe "derrière l'écran"	6	Formations citoyennes	14
Du terrain à la création d'une campagne	7	Les minerais, toujours au cœur de notre plaidoyer	15
Zoom sur... L'Afrique centrale	8	Outils de communication	16
...L'Amérique latine	9	Dans les médias	17
Études	10	Rapport financier 2019	19
CJP Europe : liberté, justice et réconciliation	11		

ÉDITO



Chère lectrice, cher lecteur,

Ce qui est frappant avec un rapport d'activités comme celui que vous tenez dans les mains, c'est qu'on y trouve un condensé, certes sélectif mais très significatif, des actions emblématiques d'une association citoyenne comme l'est Justice et Paix. C'est sans doute logique qu'un président dise du bien de l'action menée par l'équipe des permanent-es et par les différents groupes thématiques qui mobilisent aussi nos volontaires. Cependant, je suis ravi de constater, année après année, combien cette action est pertinente et cohérente. Elle s'inscrit parfaitement dans la ligne de la mission de l'organisation (promouvoir les droits humains et la justice par la prévention des conflits, en particulier ceux liés à l'exploitation des ressources naturelles) et répond magnifiquement à l'appel lancé par l'Église pour une écologie intégrale et la protection de notre Maison commune.

Notre approche trouve ses racines dans les relations avec des associations partenaires et des Commissions Justice et Paix locales au Burundi, en RD Congo, en Amérique latine... qui sont en prise directe avec les conséquences économiques, politiques et sociales des dérèglements du monde. En s'appuyant sur des analyses et des études rigoureuses, sur une démarche d'éducation permanente et de sensibilisation aux enjeux d'un développement mondial solidaire et juste et sur un travail de plaidoyer politique auprès des responsables belges et européens, Justice et Paix contribue, modestement mais réellement, à rendre le monde plus durable et plus équilibré.

Merci à toutes celles et ceux qui rendent cela possible: nos collaborateurs et collaboratrices, nos volontaires, nos partenaires, nos pouvoirs publics et nos donateurs et donatrices !

Arnaud Gorgemans
Président

Qui sommes-nous ?



MISSION

Justice et Paix est une ONG et organisation d'éducation permanente qui **sensibilise** et **interpelle** les **citoyen·nes**, les **responsables politiques** et les **acteur·trice·s éducatifs** sur les questions de **conflits**, de **démocratie** et d'**environnement**.



VISION

Justice et Paix soutient la **création d'alternatives**, par le biais d'une **analyse systémique** qui révèle les interconnexions entre les peuples et mobilise les citoyen·ne·s dans l'engagement.



VALEURS

Nous œuvrons à l'émergence d'un **développement durable** accessible à toutes et tous, basé sur les valeurs de **paix**, de **justice** et de **coopération** entre les peuples.

ACTIONS

“Comprendre pour mieux agir”

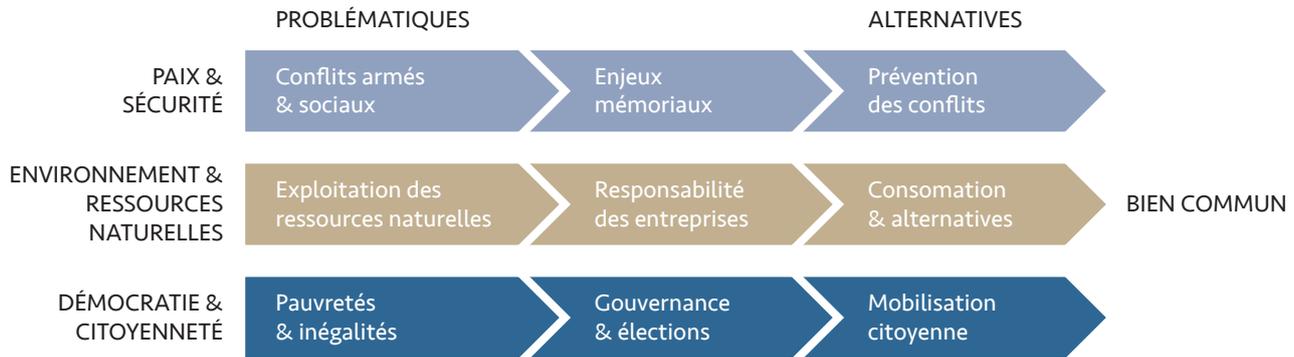
ANALYSE

SENSIBILISATION

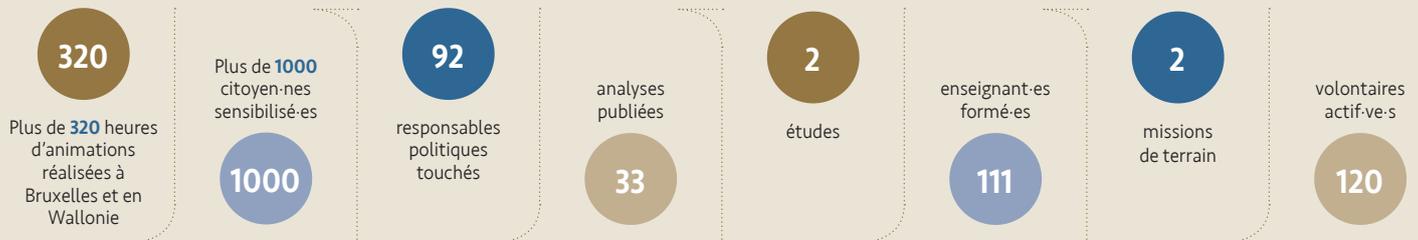
FORMATIONS

PLAIDOYER POLITIQUE

Nos thèmes de travail



2019 en quelques chiffres



RD Congo : Justice et Paix passe “derrière l’écran”



Mine d'or de Nyamurhale.



Mine de cassitérite de Zola Zola.

En juillet 2019, Justice et Paix, aux côtés de son partenaire Caritas International, s’est rendue au Sud-Kivu, à l’Est de la République démocratique du Congo.

Accueillis par nos partenaires de la Commission Diocésaine Justice et Paix de **Bukavu**, nous avons exploré des sites miniers et aurifères de la région. Lors de ces visites, nous nous sommes entretenus avec différentes parties prenantes de la

chaîne d’approvisionnement des minerais et notamment avec des creuseurs congolais qui travaillent quotidiennement dans les mines dans des conditions difficiles et pour un salaire dérisoire.

L’objectif de cette mission ? Recueillir des **témoignages**, alimenter notre **réflexion** et approfondir notre **analyse** autour des enjeux liés à l’exploitation minière artisanale.

Si la réalité d’un creuseur congolais peut nous sembler fort éloignée de notre quotidien ici en Belgique, nous côtoyons probablement, sans en être conscients, de nombreux minerais qui proviennent de ce pays. Ces derniers se retrouvent dans nos biens de consommation électronique: smartphones, ordinateurs, voitures...

Du terrain à la création d'une campagne

Comment reconnecter les deux bouts de la chaîne d'approvisionnement ? Du creuseur au consommateur : quel lien établir et quelle responsabilité ? Comment prendre conscience que nos actes de consommation ont des conséquences bien tangibles pour les populations vivant dans les pays extracteurs ? Pauvreté, pollution, corruption, insécurité, conflit, violations des droits humains sont leur lot quotidien.

La campagne **"derrière l'écran"** visait à mettre en évidence ce lien afin d'inciter les citoyen-ne-s belges à s'interroger sur ces enjeux encore trop méconnus. La campagne a débuté par une **conférence de lancement** en octobre 2019 qui a attiré un large public.



Mine d'or de Nyamurhale.

Enfin, cette mission a également alimenté la création d'un nouvel **outil pédagogique** à destination des professeur-e-s du secondaire ou d'animateur-trices : "Derrière nos écrans : les enjeux de l'exploitation minière – Zoom sur la RD Congo" (plus d'information page 14).



Lors de notre mission, nous étions accompagnés de trois **journalistes** qui ont pu prendre connaissance de cette réalité et la faire connaître au grand public, à leur retour, via la diffusion de reportages dans leur média respectif. Ces échos dans la presse belge et internationale ont permis un large rayonnement de la campagne et plus généralement des enjeux de l'exploitation minière en RD Congo.

Zoom sur... L'Afrique centrale



Alors que le processus électoral en RD Congo a retenu toute l'attention ces dernières années, les élections de décembre 2018 sont venues marquer un tournant dans la vie politique congolaise avec l'arrivée au pouvoir du Président Félix Tshisekedi.

Les enjeux qui traversent le pays restent cependant de taille. Le travail de **plaidoyer** s'est ainsi poursuivi avec nos



partenaires de la CENCO. Tout au long de l'année, différentes délégations sont venues porter leur message politique et partager leurs préoccupations auprès de nos élu-e-s.

Au Burundi, le travail de terrain réalisé dans le cadre de notre projet "Renforcement de la cohésion sociale comme source et facteur de paix et de culture démocratique" commence à mon-

trer ses premiers résultats. Parmi les nombreuses activités réalisées par les équipes de Justice et Paix sur place, on peut notamment citer la mise en place de **Comités locaux de gouvernance participative**. La mission de ces groupes ? Réunir des citoyen-ne-s burundais-e-s qui désirent s'engager pour les communautés, en instaurant un dialogue avec les autorités autour de problématiques locales (mauvais entretien d'une route, problème de puits, achat collectif d'une machine...). Ces groupes permettent de formaliser des canaux d'échanges et par ricochet de renforcer les liens de redevabilité entre citoyen-ne-s et élu-e-s.

...L'Amérique latine

Cette année, le **plaidoyer** sur le Pérou s'est poursuivi activement !

Justice et Paix continue d'assurer la présidence du **Groupe société civile européen** chargé de veiller au respect des engagements des parties dans le cadre de l'accord commercial entre l'**Union européenne**, le **Pérou**, la **Colombie** et l'**Equateur**. Rencontres politiques, contribution à une résolution, intervention dans le cadre de la Commission sur le commerce extérieur du Parlement européen nous ont permis de remplir cette mission.

En 2019, nous avons aussi renforcé le travail en réseau. Avec la CIDSE, Oidhaco et la Red EU-LAT, la Plateforme Europe Pérou, coordonnée par CJP (11.11.11 et le Peru Support Group), a organisé un déjeuner informatif au Parlement européen sur la situation des **droits humains en Amérique latine**, autour du secteur extractif. Les parlementaires

ont répondu présent·e·s pour s'informer sur ces questions exposées par plusieurs partenaires latinos.

En novembre, nous avons organisé une **semaine de plaidoyer** en collaboration avec la Red EU-LAT. Quatre partenaires péruvien·ne·s ont informé les décideur·se·s politiques belges et européen·ne·s des menaces qui pèsent sur les défenseur·se·s des droits humains au Pérou. Ceux·celles-ci sont victimes de menaces, répressions et fausses accusations de la part des entreprises extractives et des appareils de l'état. Ces questions ont aussi fait l'objet d'un débat au Parlement européen.



Quatre partenaires péruvien·ne·s ont informé les décideur·se·s politiques belges et européen·ne·s des menaces qui pèsent sur les défenseur·se·s des droits humains .

Études

▸ **Diamants de sang : quelle responsabilité pour la Belgique ?**

Alors que le **commerce du diamant** pourrait offrir des opportunités de développement conséquentes, il ne bénéficie généralement que peu aux pays producteurs et à leur population. Au contraire, ce minerai rare, dont le rapport valeur-poids est parmi les plus élevés au monde, sert bien trop souvent à financer et ainsi prolonger des **conflits armés**. Créé en 2003, le **Processus de Kimberley** est un mécanisme de **certification international** qui proposait une solution innovante pour endiguer le commerce de ces "diamants de sang". Seize ans plus tard, ce processus semble pourtant avoir atteint ses limites. Mais comment des diamants de sang se retrouvent-ils encore sur nos marchés ? Pourquoi le Processus de Kimberley ne parvient-il pas à remédier de manière efficace aux défis existants ? Quel est le rôle de l'Union



européenne et de la Belgique, plaque tournante du diamant ? Quelles sont les solutions pour un commerce plus juste et durable ? Cette étude aborde toutes ces questions pour les citoyen-ne-s désireux-se-s d'en apprendre plus sur cette problématique et d'agir à leur échelle.

▸ **Les fausses promesses du numérique**

Le numérique fait pleinement partie de notre vie. Aujourd'hui, il devient difficile, voire impossible de s'en passer. Smartphones, tablettes, ordinateurs



ont pris une place importante dans notre vie et ont modifié nos comportements sociaux. Incarnant une certaine conception du progrès, le numérique a progressivement pénétré tous les domaines de notre société (environnement, travail, santé, éducation, Coopération au développement, relations sociales, etc.), sans réel questionnement ou stratégies autres que celles de la croissance et de la foi en l'innovation technologique.

S'il est certain que le numérique permet des gains en termes d'efficacité ou d'efficience, il nous semble important

de faire entendre une voix dissonante, à rebours des discours dominants : **Quel impact sur l'environnement ? Sur la santé ? Sur le travail ?** Etc.

En faisant l'état des lieux de l'utilisation du numérique dans ces différents secteurs, l'étude souligne les conséquences de cette course du "tout au numérique" et invite les citoyens et les citoyennes à réfléchir à notre utilisation du numérique, à son influence et aux initiatives et actions individuelles ou collectives possibles afin de limiter les impacts négatifs de l'emploi du numérique.

En plus de ces deux études, en 2019 la Commission Justice et Paix a rédigé 33 analyses sur les thèmes de la citoyenneté, l'environnement, les situations post-conflit, l'économie et le genre.



CJP Europe : liberté, justice et réconciliation

Le réseau des Commissions Justice et Paix s'étend à travers le monde. Il bénéficie notamment d'une structure régionale au sein de l'Europe à travers les "Conférences des Commissions européennes Justice et Paix". Si ces Commissions sont autonomes dans leurs actions, elles demeurent convergentes dans les plaidoyers qu'elles peuvent porter aux niveaux national et européen.

En 2019, les différentes Commissions se sont réunies à Copenhague et à Bratislava. Cette dernière rencontre a permis de réaffirmer haut et fort

le besoin de liberté, de justice et de réconciliation au sein de l'Europe. 30 années après la chute du rideau de fer, les Commissions ont souligné que le cheminement vers la Justice est sans fin et doit être constamment nourri et réactualisé. Des frontières barbelées sont tombées, d'autres se sont érigées.

Certaines barrières mentales persistent également, en matières de discriminations, de précarité, de traitement des injustices passées... À nous de saisir ces défis et de faire tomber ces barrières contemporaines !

Un nouveau Forum Citoyen



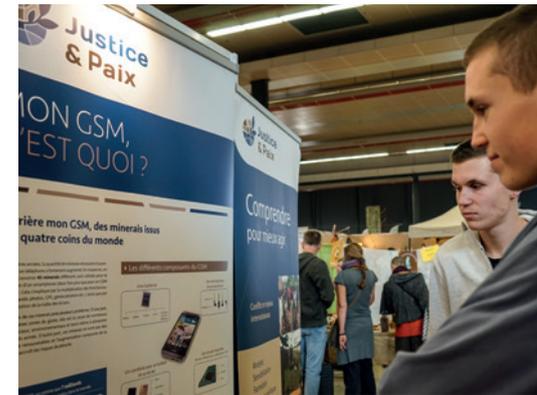
“L’aide au développement, on en parle !” : tel était le titre de la deuxième édition du Forum Citoyen organisé par **Justice et Paix**, **BePax** et **Magma**. Le temps d’une journée d’intenses réflexions, des citoyen-ne-s de différents horizons et les volontaires des trois associations étaient invité-e-s à questionner les pratiques de l’aide au développement, de façon

à redessiner les contours d’une solidarité internationale plus juste et inclusive.

Comment la coopération au développement a-t-elle évolué à travers le temps ? Quels sont ses résultats ? Quelle image de l’“Autre” entretient-on dans les relations entre pays par l’iconographie des ONG ? Nourri-e-s par l’analyse et l’engagement de

François Polet, Djia Mambu et Alain Laigneaux, les participant-e-s à cette journée ont posé les bases d’une évolution positive des **pratiques associatives**. Enfin, dans un climat d’échanges et d’écoute, les acteurs et actrices de nos associations ont pu renforcer des liens, réfléchir ensemble et mieux cerner les **enjeux des relations Nord-Sud**.

De nouvelles dynamiques volontaires !



Rejoindre Justice et Paix comme volontaire, c'est permettre à l'association d'amplifier son action en faveur d'un monde plus solidaire, écologique et démocratique !

En 2019, de nouvelles dynamiques ont vu le jour. **A Liège**, le **GT Afrique centrale**, composé en partie de membres de la diaspora congolaise, a pour objectif de réfléchir et d'agir sur des enjeux

liés à la situation socio-politique de la région : la paix, la sécurité et la préservation des droits de la population.

A Bruxelles, le tout nouveau **GT low tech** construit un savoir critique sur les technologies High-Tech, gourmandes en minerais et peu compatibles avec le recyclage de nos objets du quotidien. Le groupe souhaite promouvoir un modèle alternatif, les low tech, auprès

des citoyen-ne-s et du monde politique avec des mesures concrètes à mettre en œuvre au niveau local.

Enfin, de nouveaux et de nouvelles volontaires sont venu-e-s renforcer l'équipe active dans l'animation de l'exposition "**De la mine au GSM**" au Salon Valériane à Namur et aux Fêtes Romanes à Woluwe-Saint-Lambert, au mois de septembre.

Formations citoyennes



L'opportunité de mutualiser, nos expériences dans une formation citoyenne nous a semblé évidente.

La formation **“Ressources naturelles et conflits”** est un “classique” de Justice et Paix. Elle aborde une thématique centrale de l'organisation et fait plus que jamais sens dans une époque où notre consommation de ressources ne cesse de croître, dépassant de loin les capacités de notre planète. Les minerais constituent notamment un enjeu central de la société post-énergies fossiles que nos responsables politiques tentent de dessiner. En 2019, cette formation a été donnée plusieurs fois : auprès des enseignant-e-s mais aussi pour la première fois auprès d'un public citoyen. À cette fin, nous avons décidé d'unir nos forces avec les associations membres du Réseau Belge Ressources Naturelles (RBRN). L'opportunité de mutualiser nos expériences dans une formation citoyenne nous a semblé évidente.

L'autre nouveauté qui va alimenter cette formation est la **ré-édition** de nos **fiches pédagogiques** sur la malédiction



des ressources naturelles en RD Congo. Le nouvel outil s'intitule **“Derrière l'écran : les enjeux de l'exploitation minière. Zoom sur la RD Congo”**. Nombreux dispositifs pédagogiques développés par Justice et Paix sur le sujet ainsi que plusieurs vidéos issues directement de notre mission de terrain de 2019. Il est idéal pour les professeur-e-s de géographie et sciences humaines mais aussi de sciences, d'histoire, de religion ou de citoyenneté ainsi que pour tout-e citoyen-ne qui s'intéresse à ce sujet passionnant !

Les minerais, toujours au cœur de notre plaidoyer !

Les minerais ont cette année encore été au cœur de notre plaidoyer sur les ressources naturelles. Rappelez-vous, en 2017, après plusieurs années de négociations et de plaidoyer de la société civile, nous avons obtenu que l'Union européenne (UE) s'attaque enfin au problème des minerais de conflits en adoptant un Règlement.

C'était une première étape importante. Mais le travail ne s'arrête pas là ! En avril, nous avons donc, avec notre partenaire européen EurAc (le Réseau Européen pour l'Afrique centrale), organisé un atelier réunissant des membres de la société civile des pays producteurs de minerais et des pays européens. Il a permis aux participant-e-s d'exprimer leurs points de vue, leurs préoccupations, mais aussi de formuler des recommandations pour une mise en œuvre efficace du Règlement.

Dans ce contexte, nous avons accueilli notre partenaire Henri Muhiya, Secrétaire Exécutif de la **Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles** (CERN) en RD Congo. Ensemble, nous avons également participé au 13^{ème} Forum de l'OCDE sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables pour y porter les revendications de la société civile congolaise.

Pour une migration solidaire !

Quelques mois avant les élections fédérales, Justice et Paix, en collaboration avec Magma, a organisé un **débat politique** sur le thème des migrations. Cette soirée, qui s'inscrivait dans la continuité du Forum citoyen organisé en novembre 2018, a permis aux citoyen-ne-s d'interpeller directement les futur-e-s élu-e-s politiques des différents partis.



Outils de communication

Communiquer afin de faire entendre les voix d'ici et d'ailleurs est un des objectifs principaux de notre organisation. Une communication quotidienne efficace nous permet d'atteindre chaque jour un public plus large, d'acquérir une plus grande force politique et d'accroître nos connaissances et notre expérience. La promotion de notre travail et de nos valeurs repose aujourd'hui sur cinq grands piliers, complémentaires entre eux.

- 1 Nos **analyses** constituent la matière à communiquer et à partager. En 2019, suite à de nombreuses lectures et rencontres, notre équipe a rédigé 33 articles sur des thématiques variées : ressources naturelles, coopération au développement, low-tech, genre,...
- 2 Notre **site web** est actualisé chaque jour : diffusion d'analyses, apparitions dans la presse, plaidoyer... C'est sur www.justicepaix.be que vous trouverez notre agenda de formations et toutes nos actualités les plus récentes. Nos études et nos outils pédagogiques y sont téléchargeables gratuitement ! Plus de **5.730** visites y sont enregistrées tous les mois.
- 3 En 2019, qui dit communication dit **réseaux sociaux** ! Ils jouent un rôle primordial dans la stratégie de communication de notre organisation. Avec une augmentation de plus de 15% de nos **abonné-e-s digitaux**, ces plateformes constituent de vraies vitrines en temps réel, relayant quotidiennement nos activités et celles de nos partenaires.
- 4 La revue "**Pour Parler de Paix**" est le trimestriel gratuit de Justice et Paix. Rédigée par une équipe de volontaires, elle est envoyée aux quatre coins de la Belgique à plus de 2.000 abonné-e-s.
- 5 Par le biais de nos **newsletters électroniques**, plus de **5.478** personnes reçoivent mensuellement dans leur boîte mail une sélection des meilleurs articles, des événements à ne pas manquer, ou encore les différentes offres de l'association. Justice et Paix s'est également lancée dans l'envoi de courriers électroniques pour le monde scolaire et le monde politique, reprenant les informations spécifiques qui les concernent ! Pas encore abonné-e ? Rendez-vous sur notre site web !

SUIVEZ-NOUS EN TEMPS RÉEL !



Dans les médias

En 2019, nous avons su nous faire entendre !

Notre travail d'information et de sensibilisation du grand public passe aussi par une présence réactive dans les médias. En 2019, notre campagne "derrière l'écran" et notre étude "les fausses promesses du numérique" ont été largement relayées par la presse, tout comme notre expertise sur les évolutions du Processus Kimberley. Voici un aperçu non exhaustif de nos apparitions au sein du paysage médiatique belge !

Plus de **56** apparitions dans les médias !



OPINION (COMPTON) Sites accessibles en tablettes connectées : le High-tech fascine, mais son bilan écologique et humain est décevant. **Nous avons su nous faire entendre !** par **Vivian Willems**, Membre de la Commission Justice et Paix.

Les us modernes high-tech qui améliorent notre quotidien, brant Liem Dierckx en première page cette semaine. Les pages complémentaires discutent ensuite des faits vécus, des défis environnementaux des tablettes connectées, matériaux employés et promoteurs à Los Vegas par l'industrie électronique. Affirmer de plus que le high-tech fait l'objet d'une véritable sacralisation collective dans nos sociétés. Mais est-il évident que la production et la consommation de ces inventions hyperconnectées constituent réellement le bien commun ? Au regard de bilan écologique et de l'obsolescence programmée que nous sommes en train d'expérimenter. Il faut partir d'un bilan décevant. Ce effet, l'industrie high-tech encourage généralement à la consommation de ressources non renouvelables. Par ailleurs, le mot "vibrer" résume des technologies bien connues. Nous l'indiquons cependant d'être intrinsèquement nocives : lithium, tritane, cobalt, terres rares, cadmium, sélénium, etc. produits à partir de plusieurs décennies de minerais différents, lesquels nécessitent de plus en plus d'énergie pour leur extraction. Chaque produit renouvelé à l'échelle de la planète et de l'humanité.



L'Echo
Qu'on nous débarrasse de toutes ces mines. Dites-le en Belgique.
L'Echo, 14/03/2019, par **Christine Fierlin**, du **Centre des études démographiques et de la population** de l'Université de Liège. L'article traite de la situation des mines en Belgique et de l'impact de l'industrie minière sur l'environnement.

Commerce des «diamants de sang»: la responsabilité de la Belgique à nouveau pointée



L'Avenir

Justice et Paix et **la Belgique** ont été accusés de responsabilité dans le commerce des diamants de sang. L'opinion de **Justice et Paix** sur le commerce des diamants de sang. L'opinion de **Justice et Paix** sur le commerce des diamants de sang. L'opinion de **Justice et Paix** sur le commerce des diamants de sang.



RFI

Diamants de sang : quelle responsabilité pour la Belgique ?



La Libre

OPINION (COMPTON) Les diamants peuvent faire l'objet de trafics illicites, selon le **Ministère de la Justice** et même financer des activités terroristes. Mais des solutions existent, et nous avons en cela à penser. Une opinion de **Justine Smeyers**, chargée de plaidoyer pour l'opinion de **Justice et Paix** Belgique. L'opinion de **Justice et Paix** Belgique. L'opinion de **Justice et Paix** Belgique.

OPINION
"Femme et réfugiée: les invisibilisées"
CRISTINA B. TORES | Publié le 20/03/2019
Carte blanche
Les femmes réfugiées sont souvent absentes des discours politiques, recherches et médias. En ce 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, rendons les visibles car l'histoire des femmes en besoin d'une protection internationale, souvent différente de celle des hommes, mérite d'être racontée.
70 fois partagé

Le Vif

École, santé, nature: "Les fausses promesses du numérique"
Publié le mardi 03 décembre 2019 à 17:21 par **BRIELLE Dierckx**
Dernière son apparition inattendue, le numérique pousse à l'arrêt de l'enseignement, de santé et de la nature. L'opinion de **Justice et Paix**, une ASBL bruxelloise qui promeut les droits humains et le développement, dans une nouvelle étude "Les fausses promesses du numérique", où l'opinion de **Justice et Paix** Belgique. L'opinion de **Justice et Paix** Belgique.

La Libre



DERRIÈRE L'ÉCRAN

MERCI pour votre générosité et votre précieux soutien !

Nous vous remercions chaleureusement pour les dons effectués en 2019 ! La **confiance** que vous accordez à notre organisation est un moteur essentiel au développement de nos activités. Grâce à vous, nous encourageons chaque semaine un peu plus de citoyens et de citoyennes à “comprendre pour mieux agir”.

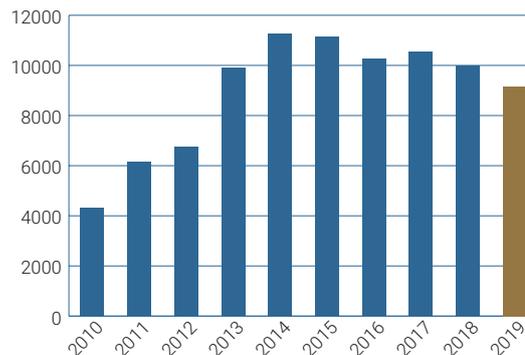
Les nouveaux projets et défis se multiplient chez Justice et Paix. Malheureusement, chaque année, nous devons faire face à de nouvelles coupes budgétaires. Celles-ci pénalisent notre travail. Vos gestes de solidarité, quels qu'ils soient, nous permettent de réduire notre dépendance aux subsides et de continuer à œuvrer en faveur de la paix et de la justice.

D'ores et déjà **merci** pour l'attention que vous portez à nos actions !

IBAN : BE30 0682 3529 1311

Les dons en 2019

Vous avez été nombreux-ses à nous soutenir en 2019 ! Vos dons constituent la partie de fonds propres nécessaires pour développer toutes nos activités, dont une partie seulement est subsidiée par les pouvoirs publics. Le montant total des dons reçus en 2019 s'élève à **9.418,12€** soit une légère diminution de 6% par rapport à l'année précédente. Nous restons confiants et positifs et, grâce à votre générosité, espérons pouvoir renverser la tendance en 2020.



En tant qu'institution agréée, une domiciliation de 3,5 euros par mois au bénéfice de Justice et Paix vous permet déjà d'obtenir une attestation fiscale.

Rapport financier 2019

RECETTES 2019	€	%
Ventes et prestations	9.437,38	1,06%
Dons	9.153,20	1,03%
Aides à l'emploi	57.550,23	6,47%
Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD)	138.882,81	15,62%
Fédération Wallonie-Bruxelles	284.148,96	31,95%
Subventions publiques pour projets particuliers	240.862,51	27,08%
Fonds privés	63.052,47	7,09%
Autres produits d'exploitation	86.201,83	9,69%
TOTAL RECETTES	889.289,39	100,00%

DÉPENSES 2019	€	%
Activités en éducation	742.710,33	83,38%
Infrastructures permanentes et administration	140.630,02	15,79%
Autres charges	2.355,40	0,26%
Dotations, amortissements et provision évaluation DGD	5.039,11	0,57%
TOTAL DÉPENSES	890.734,86	100,00%

*

Recettes : 889.289,39 euros

Les recettes de l'asbl en 2019 ont grimpé de **87.505,45€** par rapport à celles de 2018, ce qui équivaut à une augmentation de **10,91%** qui provient surtout des subventions publiques qui ont augmenté. (autant les subventions structurelles que les subventions "projets"). Par contre, les dons et les recettes propres (ventes et prestations) ont diminué légèrement. Le travail de diversification de sources de revenus continue, afin d'avoir une plus grande autonomie financière. A cet égard, nous avons répondu à de nouveaux appels à projets en

2019 dont quelques-uns qui ont été acceptés, notamment un projet de Wallonie-Bruxelles International (WBI) et un du service de la Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité (PCI). En 2019, nos trois principales sources de financement proviennent, d'une part, de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) pour notre travail d'analyse et d'écriture ainsi que pour notre travail d'animation citoyenne (presque 32% du total des recettes), d'autre part, des projets susmentionnés et, finalement, de la DGD pour notre travail en tant qu'ONG d'éducation au développement (presque **16%** du total des recettes).

Dépenses : 890.734,86 euros

L'ensemble des travaux réalisés en 2019 dans le cadre du programme quinquennal de la DGD (notamment une grande mission effectuée en RDC), du programme triennal du projet Burundi (commencé en 2018), de nos activités en éducation permanente et de nos autres activités impliquent des nouveaux frais, de projets obtenus ou des frais fixes qui ont conduit à une augmentation des dépenses de notre asbl de **89.454,62€** par rapport à 2018 (**+11%** environ). Etant donné que les recettes ont été moins élevées que les dépenses, notre asbl clôture l'année 2019 avec un **mali de 1.445,47€**, première année avec une situation déficitaire après deux exercices d'équilibre positif (2017 et 2018).

* Les comptes annuels 2019 sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale de CJP le 16 mai 2020.



Justice & Paix



Remerciements

De tout cœur, merci ! Rien n'est absolu, tout est changement, et dans un monde en constante évolution, Justice et Paix s'adapte mais reste fidèle à ses principes fondateurs. Face aux différentes mutations que connaît notre planète, nous œuvrons quotidiennement à la création d'un avenir plus juste, dans le respect des générations futures. 2019 fut une année riche et fertile pour notre organisation. Une fois de plus, il y a lieu d'être fier du travail abattu par nos équipes de permanent-es et de volontaires ! Sans elles, sans eux, sans vous qui partagez notre vision et nos valeurs, les activités reprises dans ce rapport annuel n'auraient pas été possibles.

Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208 - B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00 - E-mail : info@justicepaix.be
IBAN : BE30 0682 3529 1311

Derrière ces chiffres et ces actions concrètes, une magnifique chaîne de solidarité se construit depuis plus de 40 ans. La force de ce lien repose sur la ténacité des éléments qui le compose. Merci pour votre engagement fidèle à nos côtés !

Si vous souhaitez être informé-e de nos activités n'hésitez pas à :

- ▶ Vous abonner à notre revue trimestrielle *Pour Parler de Paix*
- ▶ Vous inscrire pour recevoir notre newsletter mensuelle
- ▶ Nous suivre sur les réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très actif-ve-s !

Facebook : facebook.com/justicepaix
Twitter : [@Justice_et_Paix](https://twitter.com/Justice_et_Paix)

www.justicepaix.be

